

**Assemblée générale**

Distr. générale
5 avril 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Points 133 et 137 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Financement de la Mission des Nations Unies
en Éthiopie et en Érythrée****Rapport sur l'exécution du budget de la Mission
des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour l'exercice
allant du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget
pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003****Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) pour l'exercice allant du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/840) et le projet de budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/862). Au cours de l'examen de ces rapports, il s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, ainsi qu'avec le chef de l'administration de la Mission, qui lui ont fourni des informations complémentaires et des éclaircissements.

2. Le Conseil de sécurité a créé la MINUEE par sa résolution 1312 (2000) du 31 juillet 2000, pour une période initiale de six mois. Au paragraphe 2 de sa résolution 1320 (2000) du 15 septembre 2000, il a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 15 mars 2001 et a autorisé le déploiement dans le cadre de la MINUEE d'un maximum de 4 200 hommes, dont un maximum de 220 observateurs militaires. Le Conseil a prorogé le mandat de la Mission par différentes

résolutions, la dernière en date étant la résolution 1398 (2002) du 15 mars 2002 par laquelle il l'a prorogé jusqu'au 15 septembre 2002 avec l'effectif (contingents et observateurs militaires) autorisé par sa résolution 1320 (2000).

**Exécution du budget pour l'exercice
allant du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001**

3. Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale, dans sa résolution 55/252 A du 12 avril 2001, a ouvert, pour financer le fonctionnement de la Mission du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001, un crédit d'un montant brut de 180 millions de dollars (montant net : 177 866 900 dollars), comprenant le montant brut de 150 millions de dollars (montant net : 148 220 200 dollars) qu'elle avait autorisé par sa résolution 55/237 du 23 décembre 2000, dont un montant brut de 9 190 200 dollars (montant net : 8 741 600 dollars) au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport sur l'exécution du



budget de la MINUEE (A/56/840, par. 12), les dépenses de l'exercice se sont élevées à 164 106 000 dollars en chiffres bruts (montant net : 162 204 000 dollars), dont 94 597 000 dollars au titre d'engagements non réglés. Le solde inutilisé d'un montant brut de 25 084 200 dollars (montant net : 24 404 500 dollars) correspond, en chiffres bruts, à environ 13 % du crédit ouvert. Le Comité se demande s'il est opportun d'inclure dans les rapports sur l'exécution du budget le montant destiné au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour le calcul du pourcentage du crédit ouvert qui n'a pas été utilisé. Il a formulé des observations à ce sujet dans son rapport général sur les opérations de maintien de la paix (voir A/56/887).

4. Comme il est indiqué à l'annexe II du rapport, le solde inutilisé s'explique principalement par le retard accusé dans le déploiement des observateurs militaires et par la réduction de l'indemnité de subsistance (missions) en Érythrée, le retard pris dans le déploiement des contingents, les taux de vacance plus élevés que prévus pour les fonctionnaires internationaux et les agents locaux, la suppression de la prime de risque à Asmara, les réductions des ressources nécessaires au titre du transport et des opérations aériennes, les dépenses moins élevées que prévu au titre du matériel de transmissions du fait que les systèmes de localisation et de suivi des mobiles n'ont pas été achetés et la baisse des dépenses relatives aux services contractuels et aux projets à impact rapide.

5. Le Comité consultatif note que, comme indiqué dans le rapport (A/56/840, par. 7 et annexe II, par. 1 à 3), la sous-utilisation, d'un montant de 5 335 700 dollars, du crédit ouvert au titre du personnel militaire s'expliquait, dans une large mesure, par le retard pris dans la signature des mémorandums d'accord. En réponse à ses questions, il a été informé que la Mission n'enregistrait plus des retards aussi importants.

6. En outre, le montant de l'indemnité de subsistance (missions) en Érythrée a été ramené de 95 à 80 dollars, à compter du 1er mai 2001, ce qui le met au même niveau que celui de l'Éthiopie (voir *ibid.*, par. 6). Le Comité consultatif a été informé que les économies ainsi réalisées pendant l'exercice considéré s'élevaient à 1 141 300 dollars. **Le Comité souligne que le coût de la vie devrait continuer d'être le facteur déterminant dans le calcul du montant de l'indemnité de subsistance. Il présume que la validité des taux fixés sera confirmée par**

l'expérience. Le Comité a formulé des observations à ce sujet dans son rapport général sur les opérations de maintien de la paix (voir A/56/887).

7. Le Comité consultatif note que, alors que le budget prévoyait pour l'exercice un taux de vacance de 10 % pour les postes internationaux, le taux de vacance effectif au cours de la période a été de 39 %. Pour le personnel local, le taux de vacance appliqué était de 10 % alors que le taux effectif a été de 63 % (voir A/56/840, annexe II, par. 5). Les économies réalisées au titre de la rubrique Personnel civil s'élevaient à 4 260 400 dollars. Le Comité a été informé que les taux de vacance s'étaient améliorés considérablement puisque, à la date du 28 février 2002, le taux était de 15 % pour le personnel international, de 5 % pour le personnel local et de 30 % pour les Volontaires des Nations Unies.

8. Le Comité consultatif a été informé que tous les pays qui fournissaient des contingents à la Mission avaient signé des contrats de location avec services. Cependant, le complément d'information apporté au Comité sur l'exécution du budget faisait apparaître des dépassements de crédits enregistrés aux rubriques Mobilier et Fournitures diverses du fait des contingents qui étaient venus sans matériel.

9. Le Comité consultatif note que le projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 comprend une demande de crédits pour des baraques-conteneurs climatisés (voir par. 33 ci-après). Il a été informé que dans de tels cas, on ne modifiait pas les mémorandums d'accord, mais que le recouvrement se faisait sur le remboursement aux pays fournisseurs de troupes concernés. À ce sujet, le Comité rappelle que dans son rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) du 14 novembre 2001, il avait exprimé l'avis selon lequel la question de la modification opportune des mémorandums d'accord, devant permettre de tenir compte des cas où l'ONU avait pris en charge des fonctions que les contingents étaient supposés assurer eux-mêmes, devait être examinée d'urgence (voir A/56/621, par. 19). Dans sa réponse, le Secrétariat a reconnu qu'il importait de modifier les mémorandums d'accord en temps voulu afin de garantir l'exactitude des estimations financières, et il a fait part de son intention de renégocier les mémorandums d'accord s'il apparaissait, entre les stipulations de ceux-ci et les capacités réelles, des écarts irréductibles susceptibles

d'avoir des répercussions majeures sur les estimations financières (voir A/56/855, annexe IV, par. 3).

10. À sa demande, le Comité consultatif a obtenu des précisions sur les biens fournis par la MINUEE aux contingents (voir annexe I). Il a été informé que le remboursement pour l'aide apportée était calculé sur la base des taux figurant dans le Manuel du matériel appartenant aux contingents. Le Comité a formulé des observations à ce sujet dans son rapport général sur les opérations de maintien de la paix (voir A/56/887).

11. Le Comité consultatif rappelle que, dans son précédent rapport sur la MINUEE, il avait abordé la question du matériel appartenant aux contingents et du soutien autonome (A/56/661, par. 22). On avait indiqué à ce moment-là que les objets de dépenses non remboursables étaient recensés durant le processus de vérification.

12. Le Comité consultatif fait part de sa préoccupation concernant le volume de travail administratif que représente le suivi des dépenses engagées pour l'assistance apportée par l'ONU. Il a été informé qu'on avait tenté d'imposer une participation de 14 % aux frais administratifs, mais que devant les protestations des pays fournisseurs de troupes, l'idée avait été abandonnée.

13. Une sous-utilisation d'un montant de 13 713 300 dollars, soit 14,5 % du crédit ouvert, est enregistrée au titre des dépenses opérationnelles, dont 3 195 800 dollars au titre des opérations aériennes (A/56/840, annexe I). Les économies réalisées sur les opérations aériennes étaient dues principalement au fait que le déploiement des hélicoptères a été retardé dans la zone de la Mission et que le nombre d'heures de vol a été inférieur aux prévisions budgétaires (ibid. annexe II, par. 16 à 18). **Le Comité consultatif demande qu'à l'avenir le retard pris dans le déploiement, ainsi que les écarts importants entre le nombre d'heures effectives de vol et celui prévu au budget, soient justifiés. Il conviendrait aussi d'indiquer clairement dans les prochains budgets comment le nombre d'heures effectives de vol enregistré dans le passé est pris en compte dans le calcul des estimations.**

14. Le Comité consultatif a abordé avec les représentants du Secrétaire général la question des critères retenus pour décider d'avoir recours à la lettre d'attribution ou aux contrats commerciaux pour la location des avions. Il a été informé que les critères retenus étaient les suivants : a) proposition acceptée

par les pays fournisseurs de troupes; b) contrats commerciaux plus économiques dans certains cas; c) réticence des compagnies aériennes privées à signer des contrats du fait des problèmes liés à la couverture du risque dans certaines zones de vol; d) impératifs et contraintes de calendrier propres à la mission, qui affectent sa capacité d'intervention opérationnelle.

15. Le Comité consultatif a également obtenu des renseignements détaillés sur les arrangements relatifs à la flotte aérienne dont dispose la Mission (voir annexe II). Il fait toutefois remarquer que la politique suivie en la matière semble manquer de cohérence. Le Comité a été informé du fait, par exemple, qu'une compagnie internationale basée à Nairobi proposait des services d'évacuation sanitaire à un prix raisonnable, alors que la Mission utilisait à cet effet deux avions fournis en vertu d'une lettre d'attribution (voir également les observations faites par le Comité sur les opérations aériennes dans son rapport général sur les opérations de maintien de la paix (A/56/887).

16. Le Comité consultatif rappelle que, dans son rapport précédent, il avait noté avec préoccupation qu'aucun progrès n'avait été réalisé dans l'application de sa recommandation d'établir une liaison aérienne directe entre Addis-Abeba et Asmara (A/56/661, par. 14). Il relève dans le rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée qu'aucun progrès n'a été enregistré à cet égard et que les dépenses supplémentaires qui en découlent s'élèvent actuellement à plus de 1,4 million de dollars (S/2002/245, par. 11).

17. Le Comité consultatif a été informé que des économies d'un montant de 1 553 100 dollars avaient été réalisées en utilisant les avions des Nations Unies pour la relève des officiers et le déploiement des contingents d'un pays fournisseur de troupes. **Le Comité se félicite de cette initiative et encourage d'autres missions à recourir aux moyens de transport aérien des Nations Unies pour le déploiement, la relève et le rapatriement des troupes chaque fois que cela est possible.**

18. Le Comité consultatif relève dans le rapport sur l'exécution du budget que les économies d'un montant de 2 653 600 dollars, réalisées au titre des transmissions, s'expliquaient principalement par la réduction des ressources prévues au titre du matériel de transmissions, du fait que la Mission avait décidé de n'acheter ni les systèmes de localisation et de suivi des

mobiles ni les deux systèmes cellulaires monostation. Après réévaluation, les systèmes de localisation n'ont pas été jugés rentables. En ce qui concerne les deux systèmes cellulaires monostation, il s'est avéré que la qualité des systèmes GSM disponibles commercialement était fiable et le service efficace. (A/56/840, annexe II, par. 19).

19. Le Comité consultatif a été informé que, à la date du 31 janvier 2002, un total de 333 781 073 dollars avaient été mis en recouvrement auprès des États Membres au titre du fonctionnement de la MINUEE depuis sa création. À cette même date, les paiements reçus s'élevaient à 205 367 036 dollars, laissant un solde à régler de 128 414 037 dollars. Au 31 décembre 2001, la situation de trésorerie de la Mission était de 55,9 millions de dollars, et les engagements non réglés pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juillet 2001 s'élevaient à 94 590 569 dollars (à la date du 31 janvier 2002). Les prêts représentaient un total de 19 millions de dollars.

20. Le Comité consultatif a appris qu'au 31 octobre 2001 le montant des sommes remboursées au titre des contingents se chiffrait à 39 517 629 dollars et que le montant dû pour la période du 1er novembre 2001 au 31 janvier 2002 était de 16 783 403 dollars. En ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents, au 31 janvier 2002, les remboursements s'élevaient à 11 594 392 dollars, les sommes dues étaient estimées à 25 103 258 dollars et les engagements non réglés atteignaient 26 066 733 dollars. Pour ce qui est des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, au 31 janvier 2002, 50 000 dollars avaient été versés en règlement d'un dossier, ce qui laissait un solde de 1 497 140 dollars d'engagements non réglés; aucune autre demande n'était à l'examen.

21. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au titre du financement de la MINUEE pour l'exercice allant du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001 figurent au paragraphe 16 du rapport. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de porter au crédit des États Membres le solde inutilisé d'un montant brut de 25 084 200 dollars (montant net : 24 404 500 dollars) pour l'exercice allant du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001, ainsi que les intérêts et autres revenus d'un montant de 858 000 dollars, de la manière qui lui conviendra.**

Renseignements sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

22. Le Comité consultatif a été informé que, avec une dotation autorisée de 3 980 membres des contingents, 220 observateurs militaires, 257 membres du personnel international, 274 agents locaux et 82 Volontaires des Nations Unies pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, la MINUEE avait, au 28 février 2002, le tableau d'effectifs suivant : 3 771 soldats des contingents, 214 observateurs militaires, 219 membres du personnel international, 259 agents locaux et 57 Volontaires des Nations Unies.

23. Le Comité consultatif a eu communication des dépenses pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, telles qu'elles étaient comptabilisées au 31 janvier 2002. Elles s'élevaient, en chiffres bruts, à 109 311 600 dollars (montant net : 108 694 400 dollars) par rapport à un montant brut réparti de 198 400 000 dollars (montant net : 194 489 900 dollars).

Prévisions de dépenses pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

24. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de la MINUEE (A/56/862, tableau 1, par. 1 et 2), le maintien de la Mission pendant l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 se traduira par des dépenses d'un montant brut estimé à 220 830 200 dollars (montant net : 216 814 800 dollars), soit une augmentation brute de 11,3 % (22 430 200 dollars) par rapport au montant réparti pour l'exercice se terminant le 30 juin 2002. Le projet de budget fait apparaître une augmentation de 8 243 000 dollars (7,3 %) des dépenses afférentes au personnel militaire, une augmentation de 1 829 300 dollars (6,5 %) des dépenses liées au personnel civil, une augmentation de 12 072 600 dollars (24,1 %) des frais de fonctionnement, une hausse de 180 000 dollars (4,5 %) au titre d'autres programmes, et une augmentation de 105 300 dollars (2,7 %) des contributions du personnel.

25. Le projet de budget est basé sur un effectif de 220 observateurs militaires, 3 980 membres des contingents, 259 membres du personnel international, 274 agents locaux et 82 Volontaires des Nations Unies (voir tableau d'effectifs actuel au paragraphe 22 ci-dessus).

26. Le Comité consultatif a été informé que l'augmentation des dépenses afférentes au personnel militaire par rapport au montant réparti de 112 329 200 dollars au cours de l'exercice précédent, avec une prévision de dépenses s'établissant à 120 572 200 dollars pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, était dictée par le déploiement complet du personnel militaire (4 200 hommes). **Le Comité s'interroge sur l'hypothèse selon laquelle tous les postes militaires seraient pourvus : d'après les informations dont il dispose, ils ne l'étaient qu'à 95 % au 28 février 2002, du fait des retards enregistrés dans les déploiements. En conséquence, la prévision de dépenses pourrait être revue à la baisse d'au moins 3 millions de dollars, soit 2,5 % des 120,6 millions de dollars demandés. Cependant, compte tenu des besoins supplémentaires que pourrait entraîner l'opération de démarcation de la frontière, le Comité ne recommande pas pour l'instant que les estimations concernant les effectifs militaires soient revues à la baisse.**

27. Les dépenses liées au personnel civil sont estimées à 29 787 300 dollars – une augmentation de 1 829 300 dollars, soit 6,5 %, par rapport à l'exercice précédent (voir A/56/862, tableau 1), sur la base d'un taux de vacance de postes de 10 % et en intégrant le paiement des indemnités de risque. Les modifications du tableau d'effectifs proposées (voir *ibid.*, sect. VIII) se soldent par une augmentation nette de deux postes, avec la création d'un nouveau poste de la classe P-4 pour un responsable du programme de prévention du VIH/sida, le reclassement en P-4 du poste P-3 d'assistant spécial du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général à Addis-Abeba pour l'aligner sur le poste correspondant à Asmara, et la création d'un poste d'assistant à la sécurité aérienne (Service mobile). **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la création du poste P-4 de responsable de la prévention du VIH/sida et au reclassement à P-4 du poste P-3; il considère toutefois que, compte tenu des programmes de formation qu'elle a dispensés (voir également plus loin au paragraphe 36), la Mission devrait nommer au poste d'assistant à la sécurité aérienne un membre du personnel formé par elle.**

28. Le Comité consultatif note que les prévisions budgétaires se basent sur un classement en classe G-4/IV pour le personnel local (voir *ibid.*, annexe II, A, points 12 et 13). Il a demandé des explications sur ce

classement, en rappelant que, lors d'autres missions, ce niveau s'était avéré plus élevé que nécessaire. On lui a alors fait valoir que la Mission était en concurrence avec les autres organismes présents dans la région, qui proposaient généralement des traitements plus élevés et recrutait souvent à un niveau équivalent à G-5 et jusqu'à G-7. De plus, la Mission perd souvent le personnel qu'elle a formé. À ce propos, le Comité a été informé que, une fois que la démobilisation aura commencé, les candidats seront probablement plus nombreux, de sorte que les montants budgétisés pourraient diminuer. **Le Comité rappelle que, dans son rapport précédent, il avait demandé que le prochain projet de budget relatif à la MINUEE contienne des informations sur les liens de coopération avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies présents dans la zone des opérations (A/56/661, par. 19). L'annexe IV du projet de budget ne répond pas à cette demande. Le Comité espère que cette question sera examinée dans le but de trouver une formule mutuellement avantageuse.**

29. En ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents, le Comité consultatif a remarqué que les facteurs applicables à la mission, qui ont pour but de dédommager les pays contributeurs de contingents des aléas liés à la zone de la mission, semblaient élevés, en particulier en ce qui concerne l'usage opérationnel intense, les actes d'hostilité et/ou l'abandon forcé (voir A/56/862, par. 22). À la suite de sa demande d'éclaircissements, il a été informé qu'un examen était en cours en vue de définir une politique d'examen périodique de ces facteurs.

30. Le Comité consultatif rappelle que, dans son rapport précédent, il avait demandé que soit examinée la question de la capacité de la Mission en matière de vérification et de la pertinence des dispositions relatives à l'inspection du matériel appartenant aux contingents et au soutien autonome (A/56/661, par. 22). Il prend note de la réponse contenue dans le document budgétaire, selon laquelle le système de vérification de la MINUEE fonctionne de manière satisfaisante et il a été fait usage des ressources en personnel disponibles dans les composantes civile et militaire (voir A/56/862, annexe IV, par. 3). Ayant demandé des explications complémentaires, le Comité a été informé que la MINUEE avait affecté à cette tâche trois membres du personnel international, deux membres des effectifs militaires et un agent local, ce

qui lui permet de couvrir sept pays fournissant des contingents, pour un total de 13 unités à raison de deux rapports par unité. Il a également appris qu'une personne (appartenant au personnel militaire) avait été chargée d'établir, tenir à jour et superviser les sept rapports sur les effectifs militaires. Ainsi, ce sont 33 rapports au total, en comptant les sept rapports sur les effectifs militaires, qui sont remis chaque mois au quartier général, conformément aux règles énoncées dans le Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents. La Mission semble donc capable de produire ses rapports de vérification avec un minimum de personnel. **Le Comité est d'avis que les opérations de vérification de la MINUEE pourraient servir de matrice à l'usage des autres missions.**

31. Le Comité consultatif note que, dans son quatrième rapport, la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie a indiqué qu'elle comptait rendre sa décision au cours de la première moitié du mois d'avril 2002 (S/2002/245, annexe I, par. 4). Dans son rapport du 13 décembre 2001 au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a qualifié l'opération de démarcation de la frontière d'entreprise « complexe, vaste et coûteuse » (S/2001/1194, par. 33). Ayant demandé des détails à ce sujet, le Comité a été informé qu'il était impossible de planifier une réduction éventuelle de la taille de la MINUEE tant que l'opération de démarcation n'aurait pas commencé et qu'on n'en connaîtrait pas la durée probable. **À cet égard, le Comité demande que le prochain projet de budget donne des précisions sur le rôle éventuel de la MINUEE dans l'opération de démarcation, ainsi que sur le coût de l'assistance à fournir.**

32. Comme le montre le tableau 1 du document budgétaire, les prévisions de dépenses pour frais de fonctionnement s'établissent à 62 247 700 dollars, soit une augmentation de 24,1 % par rapport aux montants répartis (50 175 100 dollars) de l'exercice financier précédent. Cette estimation couvre des dépenses non renouvelables d'un montant total de 10 346 400 dollars pour les locaux et l'hébergement (3 057 500 dollars), les réparations d'infrastructures (225 000 dollars), les opérations de transport (237 900 dollars), les transmissions (947 100 dollars), le matériel divers (2 588 900 dollars), le fret aérien et de surface (3 290 000 dollars).

33. Ayant demandé des renseignements complémentaires, le Comité consultatif a été informé que les 3 057 500 dollars demandés pour les locaux et

l'hébergement serviraient à porter de 12 à 29 le nombre de positions déployées dans la zone de sécurité provisoire. Ils permettraient de forer cinq nouveaux puits pour les positions existantes et nouvelles et de se procurer 350 baraques-conteneurs climatisées pour le bataillon italien (voir A/56/862, annexe I.C., par. 16). Le Comité a eu un échange de vues avec le chef de l'administration de la Mission au sujet de l'achat des conteneurs climatisés. **Le Comité demande que les futurs projets de budget fournissent des justifications détaillées et des arguments clairs chaque fois qu'il aura été décidé d'améliorer les locaux d'hébergement du personnel civil ou militaire de la MINUEE ou de toute autre mission.**

34. Le Comité consultatif a été informé qu'il avait été décidé de transférer le quartier général de la Mission, qui se trouvait jusqu'ici dans le complexe de la Commission économique pour l'Afrique, et de louer de nouveaux locaux pour un montant de 15 000 dollars par mois, soit 180 000 dollars par an. Il a également été avisé qu'il y avait au total 38 membres du personnel à Addis-Abeba et que les locaux consistaient en 37 conteneurs appartenant à l'Organisation des Nations Unies, dont 34 seraient mis à la disposition de l'un des bataillons de la Mission, à Assab. Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité a été informé que les frais accessoires pour le nouveau quartier général à Addis-Abeba s'établiraient à 9 650 dollars par mois de dépenses renouvelables et 49 805 dollars de dépenses non renouvelables pour l'aménagement et la rénovation des locaux (voir annexe III). Le Comité fait cependant observer que le coût des mesures de sécurité supplémentaires pour les nouveaux locaux n'a pas été inclus. Par ailleurs, lors de ses réunions avec les représentants du Secrétaire général, il a été informé que le coût total du déménagement dans les nouveaux locaux serait de 990 775 dollars. Le Comité a demandé des éclaircissements sur le rapport entre ce montant et les chiffres indiqués à l'annexe III, mais il n'a pas reçu de réponse. Il souhaite que la Cinquième Commission reçoive des éclaircissements à ce sujet, ainsi que des renseignements sur les dépenses renouvelables relatives aux mesures de sécurité supplémentaires pour les nouveaux locaux, dans le cadre du budget de la MINUEE.

35. Au vu des progrès accomplis par la Commission du tracé de la frontière (voir par. 31 ci-dessus) et étant donné que le désengagement de la Mission pourrait commencer l'an prochain, le

Comité consultatif estime que la décision de louer de nouveaux locaux et les dépenses engagées pour les locations à court et à long terme ne sont pas justifiées du point de vue opérationnel. Par ailleurs, le Comité ne voit pas pourquoi le déménagement a été effectué sans avoir d'abord fait l'objet d'une proposition dans les prévisions budgétaires pour la Mission. Il appelle l'attention sur le fait que l'Assemblée générale a donné une certaine marge de manoeuvre au Secrétaire général dans l'affectation de l'enveloppe budgétaire approuvée pour cette mission et les autres missions, mais à la condition que ne soient pas remises en question les bases à partir desquelles les premières estimations ont été établies et soumises à l'Assemblée. Les dépassements budgétaires concernant des postes figurant dans les prévisions approuvées par l'Assemblée sur la base des recommandations du Comité consultatif et le lancement de projets entièrement nouveaux et sans aucune justification opérationnelle satisfaisante en ce qui concerne l'exécution des mandats sont deux choses différentes.

36. Un montant de 4 207 600 dollars est prévu au titre de la rubrique Autres programmes, notamment pour les programmes d'information (626 500 dollars), les programmes de formation (393 400 dollars) et les programmes de déminage (3 187 700 dollars). En ce qui concerne la formation, le Comité consultatif rappelle que pour l'exercice allant du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001, seul un montant de 67 600 dollars a été utilisé sur les 136 900 dollars approuvés, et que 10 membres du personnel ont suivi une formation, alors que les crédits alloués prévoyaient la formation de 18 membres du personnel (voir A/56/840, annexe II, par. 29). Dans les prévisions budgétaires pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, des crédits d'un montant de 399 300 dollars étaient demandés pour assurer la formation de 46 membres du personnel (voir A/56/610, annexe II.A). Pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, un montant de 393 400 dollars est demandé pour la formation de 57 membres du personnel. Au cours des trois années examinées, 113 membres du personnel au total, soit davantage que l'ensemble des administrateurs, au nombre de 110, auront donc été formés. Le Comité note que pour l'exercice qui sera clos le 30 juin 2002, 10 membres du personnel doivent suivre une formation en informatique, 15 dans le domaine des communications et 5 dans celui des opérations

aériennes. Quant à l'exercice clos le 30 juin 2003, 14 membres du personnel devraient suivre une formation en informatique, 10 dans le domaine des communications, et 9 dans celui des opérations aériennes. Le Comité souligne à cet égard qu'au total, 24 membres du personnel doivent suivre une formation en informatique sur cette période de deux ans. Pour ces deux exercices financiers, 23 postes de la catégorie des administrateurs ou du Service mobile sont prévus pour la Section des services électroniques (voir A/56/610, annexe VI, et A/56/862, annexe V). **Le Comité recommande qu'à l'avenir les missions s'emploient dans la mesure du possible à former des formateurs pour certains de leurs services, ce qui leur permettrait de ne plus avoir à dispenser de formation en dehors de leur zone de déploiement à un nombre relativement élevé de membres du personnel d'un même service.**

37. Un montant de 3 187 700 dollars est prévu pour les programmes de déminage (voir A/56/862, annexe I.C, par. 31). Le Comité consultatif a été informé que ce montant ne comprenait pas les dépenses supplémentaires qui pourraient être engagées dans le cadre du processus de démarcation de la frontière. **Le Comité demande qu'un complément d'information soit fourni sur cette question dans le prochain projet de budget.**

38. Les mesures qui doivent être prises par l'Assemblée générale au sujet du financement de la MINUEE pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 sont indiquées au paragraphe 3 du rapport. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée approuve des crédits d'un montant brut de 220 830 200 dollars (montant net : 216 814 800 dollars) pour le fonctionnement de la Mission pendant la période de 12 mois commençant le 1er juillet 2002, ledit montant devant être mis en recouvrement à raison d'un montant brut de 18 402 517 dollars par mois (montant net : 18 067 900 dollars), sous réserve de la prorogation du mandat de la Mission par le Conseil de sécurité.**

Biens fournis par la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée à différents pays ayant fourni des contingents, au 14 mars 2002

<i>Contingent</i>	<i>Bien</i>	<i>Quantité</i>	<i>Coût</i>	<i>Période</i>	<i>Catégorie d'après le mémoire d'accord</i>	<i>Observations</i>
Bangladesh, Génie	Conteneur frigorifique	1	900 dollars par mois	Du 12 février 2001 à ce jour	Soutien logistique autonome, restauration	En commun avec les troupes jordaniennes pendant la période allant du 12 février 2001 à ce jour. Frais à partager selon un facteur de 80 pour 20 et à déduire des sommes à rembourser.
Kenya, infanterie	Conteneur frigorifique	4	900 dollars par mois	1 conteneur à partir du 12 février; 1 à partir du mois de juin; 1 à partir du mois de mars et 1 de septembre 2001 à ce jour	Soutien logistique autonome, restauration	Frais à déduire des sommes à rembourser.
	Tentes	306	22,60 dollars par personne et par mois	Du 1er juillet 2001 à ce jour	Soutien logistique autonome, matériel de campement	Consigné dans les rapports d'inspection sous forme d'un montant par personne et par mois. Application des nouveaux taux approuvés par l'Assemblée générale. Frais à déduire des sommes à rembourser.
	Gilets pare- balles	606	250 dollars pièce	Du 1er juillet 2001 à ce jour	Personnel	Frais à recouvrer au titre de la rubrique Personnel.
	Casques	606	97 dollars pièce	Du 1er juillet 2001 à ce jour	Personnel	Frais à recouvrer au titre de la rubrique Personnel.
Inde, Infanterie	Conteneurs frigorifiques	6	900 dollars par mois	3 depuis les 2 et 5 juillet 2001 à ce jour, et 3 depuis décembre 2001 à ce jour	Soutien logistique autonome, restauration	Frais à recouvrer au titre de la rubrique Soutien logistique autonome – restauration.

Annexe II

Dispositions relatives à la flotte aérienne

Hélicoptères

<i>Type d'aéronef</i>	<i>Lettre d'attribution</i>	<i>Contrat auprès d'une entreprise privée</i>	<i>Heures de vol prévues dans le forfait</i>	<i>Observations</i>
MI-8 MTV	–	Oui	45	Rentable
MI-8 MTV	–	Oui	45	Rentable
EVASAN/ primaire/ secondaire	Oui, France	–	12	Permet de faire face aux besoins en matière d'évacuation sanitaire primaire et secondaire
Bell-212	Oui, Italie	–	40	Impossible de passer contrat avec une entreprise privée pour des questions d'assurance

Avions

<i>Type d'aéronef</i>	<i>Lettre d'attribution</i>	<i>Contrat auprès d'une entreprise privée</i>	<i>Heures de vol prévues dans le forfait</i>	<i>Observations</i>
AN-26	–	Oui	60	Rentable
H-125	–	Oui	30	Rentable
C-160	Oui, France	–	12	Permet de faire face aux besoins en matière d'évacuation sanitaire primaire et secondaire
G-222	Oui, Italie	–	60	Impossible de passer contrat avec une entreprise privée pour des questions d'assurance
P-166	Oui, Italie	–	50	Rentable
IL-75	Oui, Ukraine	–	25	Rentable

Annexe III

Frais accessoires pour les nouveaux locaux à Addis-Abeba

	<i>En birr</i>	<i>En dollars É.-U.</i>
Dépenses non renouvelables		
Aménagements et rénovations		
Cloisons	91 881	
Ouvertures et portes	15 100	
Plafonds à solives, auvent pour l'entrée, hampe, panneaux, etc.	38 852	
Grilles d'aluminium et métallique	40 800	
Clôture du site	45 000	
Moquettes	5 700	
Plomberie	16 850	
Peinture	1 26	
Insonorisation des studios de radio	6 182	
2 portes isoplanes	6 000	
Fixation métallique pour coffre-fort	1 000	
Fenêtre	4 000	
Achat et installation de tentures et de rideaux	32 080	
Total partiel	304 711	35 605
Modernisation du système électrique		8 500
Grand nettoyage, polissage et autres travaux de finition		5 700
Total, dépenses non renouvelables		49 805
Dépenses renouvelables mensuelles		
Matériel d'entretien (la norme étant de 15 % du loyer)		250
Service d'entretien (la norme étant de 15 % du loyer)		250
Équipements collectifs		
Eau		300
Électricité		3 000
Services de nettoyage		
Entretien et nettoyage		1 500
Collecte des ordures		350
Total, dépenses renouvelables mensuelles		9 650

Note : Le contrat pour les services d'entretien n'a été conclu que pour une durée de deux mois.
La MINUEE a lancé un appel d'offres pour ce service contractuel.